



**Enseignements tirés de quelques
initiatives nationales pour mettre fin au
mariage des enfants**

Juillet 2015

Table des matières

1	INTRODUCTION.....	3
2.	MÉTHODOLOGIE.....	4
3.	APERÇU DE CERTAINES STRATÉGIES NATIONALES POUR METRE FIN AU MARIAGE DES ENFANTS.....	4
4.	ENSEIGNEMENTS TIRÉS.....	7
5.	DIFFICULTÉS.....	13
6	SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES.....	16
7	CONCLUSION.....	18
	ANNEXE A : LISTE DES INFORMATEURS PRINCIPAUX.....	20
	ANNEXE B : RÉSUMÉ DE LA SESSION DE LA RÉUNION MONDIALE DES MEMBRES DE <i>FILLES PAS EPOUSES</i>	21
	ANNEXE C : FICHE DESCRIPTIVE PAYS – ÉGYPTTE, ÉTHIOPIE, NÉPAL, ZAMBIE.....	24

1 INTRODUCTION

Filles, Pas Epouses: Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants est un partenariat de plus de 500 organisations de la société civile dans plus de 70 pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Amérique, unies par un engagement à travailler ensemble pour mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel. Le Partenariat a pour objectif de sensibiliser sur l'impact néfaste du mariage des enfants en favorisant des débats ouverts, francs, participatifs et éclairés au niveau communautaire, local, national et international. *Filles, Pas Epouses* travaille également à faciliter l'apprentissage et la coordination entre les organisations travaillant pour mettre fin au mariage des enfants, et à mobiliser un maximum de soutien politique, financier et autre à cette fin.

Depuis plusieurs années, il est de plus en plus reconnu que, compte-tenu de la complexité et de l'urgence d'agir pour régler la question du mariage des enfants, il est nécessaire de passer d'une approche basée sur des projets autonomes à une approche globale basée sur le développement d'initiatives nationales. Ainsi, un nombre croissant de pays affectés par le mariage des enfants a commencé à développer des stratégies, des plans d'actions, des campagnes et d'autres initiatives à l'échelle nationale pour mettre fin à la pratique. La campagne de l'Union africaine pour mettre fin au mariage des enfants, lancée à l'échelle continentale en mai 2014, devrait aussi être lancée dans 30 pays africains au cours des années à venir et l'Association d'Asie du sud pour la coopération régionale a récemment lancé un plan d'action régional pour mettre fin au mariage des enfants. Ces développements présentent des opportunités uniques de réaliser des progrès à une plus grande échelle.

Néanmoins, il n'existe pas de consensus sur ce que ces initiatives devraient inclure et sur la façon dont elles devraient être mises en œuvre pour assurer un impact positif sur l'incidence du mariage des enfants. Le moment est donc propice pour réfléchir aux enseignements tirés des stratégies nationales actuellement élaborées ou en œuvre dans plusieurs pays: ce qui a mené à leur élaboration, ce qu'elles comprennent et quelles sont les perspectives en matière de mise en œuvre. Pour mieux comprendre ces initiatives et pour en tirer des enseignements à utiliser par les membres de *Filles, Pas Epouses* et autres, le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* a recueilli les expériences de quatre pays où différents types d'initiatives nationales ont été élaborées : l'Égypte, l'Éthiopie, le Népal et la Zambie.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact de ces initiatives, il y a des similitudes déjà visibles. Nous espérons que les enseignements tirés et les exemples pratiques recueillis dans le présent rapport seront utiles à un ensemble d'acteurs cherchant à élaborer, renforcer et mettre en œuvre des stratégies et des initiatives nationales pour mettre fin au mariage des enfants, et que cela engendrera des discussions plus approfondies dans ce domaine. Nous espérons aussi que ce rapport soutiendra les efforts des membres et des partenariats nationaux de *Filles, Pas Epouses* dans leur travail de plaidoyer pour la mise en œuvre d'initiatives nationales fortes dans leurs pays, y compris en développant des recommandations collectives sur ce qu'une stratégie nationale pour mettre fin au mariage des enfants devrait inclure.

Le rapport commence par une brève présentation des stratégies nationales/initiatives à l'échelle nationale dans les quatre pays sélectionnés (Section 3) et résume les enseignements et les difficultés qui ont

commencé à se présenter dans ces pays (Sections 4 et 5). Il comprend quelques recommandations préliminaires (Section 6) qui, nous l'espérons, mèneront à des discussions plus approfondies.

Le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* tient à remercier toutes les personnes qui ont été interrogées dans le cadre de ce rapport et ont bien voulu partager leurs expériences et leurs réflexions ainsi que les membres et les partenaires qui ont émis des recommandations au cours de la Réunion mondiale des membres de *Filles, Pas Epouses* en mai. Leur contribution et leur expertise ont été d'une aide précieuse pour tirer les leçons qui font l'objet de ce rapport. Nous aimerions également remercier Matilda Branson pour son travail dans le cadre de ce projet.

2. MÉTHODOLOGIE

Filles, Pas Epouses a engagé Matilda Branson, un consultant indépendant, pour mener des recherches et des entretiens dans le cadre du présent rapport. Le contenu de ce rapport est basé sur trois étapes de travail :

- (i) une étude de la littérature et de la documentation disponibles sur les stratégies/initiatives nationales ainsi que des entretiens téléphoniques avec les personnes ressources au sein des membres de *Filles, Pas Epouses*, des États, des agences des Nations Unies et d'autres partenaires au développement de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Népal¹ et de la Zambie (voir Annexe A),
- (ii) analyse et documentation des tendances et enseignements-clés appris en Égypte, en Éthiopie, au Népal et en Zambie,
- (iii) une session au cours de la Réunion mondiale des membres de *Filles, Pas Epouses* le 21 mai 2015 avec des représentants de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Népal et de la Zambie sur les enseignements tirés, et des petits débats de groupes avec 50 participants provenant de 15 pays afin de développer des recommandations pour le développement, le contenu et la mise en œuvre des stratégies nationales (voir Annexe B pour l'aperçu de la session).

Le rapport a été finalisé par le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* en juillet 2015. Pour plus d'informations sur son contenu, veuillez contacter Ellen.Travers@GirlsNotBrides, Responsable des Programmes à *Filles, Pas Epouses* ou Francoise.Moudouthe@GirlsNotBrides.org, Responsable de la Stratégie Afrique à *Filles, Pas Epouses*.

3. APERÇU DE CERTAINES STRATÉGIES NATIONALES POUR METTRE FIN AU MARIAGE DES ENFANTS

Les stratégies nationales ou initiatives à l'échelle nationale pour mettre fin au mariage des enfants ont commencé à émerger dans un certain nombre de pays y compris l'Égypte, l'Éthiopie, le Mozambique, le Népal, le Togo, l'Ouganda et la Zambie. Les quatre pays sélectionnés pour le présent rapport sont ceux qui dispose de stratégies ayant été lancées ou en passe d'être finalisées. Tous ces pays ont élaboré des documents stratégiques précis pour orienter le travail de l'État, à l'exception de la Zambie. Bien que cette dernière n'ait pas développé de stratégie nationale en tant que tel, la nature de la campagne nationale

¹ Il n'a pas été possible de mener les entretiens comme prévu à cause du séisme au Népal en avril 2015. Certains exemples de l'expérience népalaise ont néanmoins été inclus sur la base de nos connaissances à la suite de discussions que nous avons eues par le passé avec les parties prenantes et les discussions avec des représentants du Népal au cours de la Réunion mondiale des membres.

présentait des enseignements intéressants à souligner. Cette section présentera brièvement les quatre initiatives sélectionnées avant de mettre en exergue les similitudes et les différences entre ces dernières. Pour plus d'informations sur l'expérience de chaque pays, veuillez vous référer à l'Annexe C.

(a) *La Stratégie nationale de l'Égypte pour prévenir le mariage des enfants*

Entre novembre 2013 et juin 2014, le NPC (*National Population Council*-Conseil National de la Population), l'organisme étatique qui élabore les politiques et stratégies nationales relatives à la population en Égypte, a conduit l'élaboration d'une stratégie nationale pour prévenir le mariage des enfants. La stratégie est née en partie pour répondre à des forces conservatrices qui œuvraient à réduire de façon significative l'âge légal du mariage pour les filles, mais aussi comme élément d'une plus large Stratégie nationale du NPC relative à la population et au développement. Lancée en 2014 avec un calendrier quinquennal, la stratégie a pour objectif de réduire la prévalence du mariage des enfants de 50% en se focalisant sur les zones géographiques ayant les taux les plus élevés de mariage des enfants ou des tendances de mariage des enfants à la hausse. Elle comprend un plan de mise en œuvre axé sur des résultats et est actuellement dans sa première phase d'application.

(b) *La Stratégie et le Plan d'action nationaux de l'Éthiopie relatifs aux pratiques traditionnelles néfastes contre les femmes et les enfants en Éthiopie*

L'approche de l'Éthiopie en ce qui concerne le mariage des enfants fait partie d'une initiative plus large dont l'objectif est de traiter des pratiques traditionnelles affectant les femmes (y compris le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines/l'excision). La stratégie nationale s'inscrit dans l'objectif poursuivi par l'Éthiopie d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire et de créer de meilleures opportunités pour les filles et les femmes dans la perspective du développement du pays. Sous la direction du Ministère fédéral des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse (MoWCYA), son élaboration a commencé en 2011 et la Stratégie a été officiellement lancée en juin 2013 avec un plan d'action de deux ans pour orienter sa mise en œuvre. Au cours du Sommet de la Fille à Londres, en juillet 2014, le gouvernement a réitéré son engagement à mettre fin au mariage des enfants et aux MGF/E d'ici 2025 et a organisé un Sommet de la Fille éthiopienne en juin 2015 afin de discuter de la mise en œuvre de la stratégie et des engagements pris.

(c) *La Stratégie nationale du Népal pour mettre fin au mariage des enfants*

Entre mars 2014 et janvier 2015, le gouvernement du Népal, sous la direction du Ministère des Femmes, des Enfants et de la Sécurité sociale (MoWCSW), a élaboré sa stratégie pour mettre fin au mariage des enfants. Le processus a été soutenu financièrement et techniquement par l'UNICEF et par le partenariat national *Filles, Pas Epouses* au Népal et comprenait une revue de la littérature, des consultations au niveau du district et au niveau national avec les acteurs de plusieurs secteurs, une recherche dans six districts ayant des taux élevés de mariage des enfants, ainsi que des réunions de validation afin d'identifier les directions stratégiques et les meilleures interventions pour prévenir le mariage des enfants. Au cours du Sommet de la Fille, le gouvernement s'est engagé à mettre fin au mariage des enfants d'ici 2020. Compte-tenu du récent séisme qui a frappé le pays, on ignore quand la stratégie sera adoptée.

(d) *La campagne nationale de la Zambie pour mettre fin au mariage des enfants*

En avril 2013, le gouvernement zambien a initié une campagne nationale de trois ans visant à mettre fin au mariage des enfants et dirigée par le Ministère des Autorités et des Affaires traditionnelles (MoCTA). La

campagne comprend 10 autres ministères compétents et est soutenue par des bailleurs de fonds internationaux comme le DFID, la Fondation Ford, le Fonds Graça Machel, l'UNICEF, le FNUAP et l'USAID. Lorsqu'elle a été initiée, les objectifs clés de la campagne zambienne étaient de donner aux dirigeants traditionnels les moyens de devenir des ambassadeurs et des agents de changement dans leurs chefferies, et de modifier les lois et politiques afin de protéger les filles du mariage des enfants. Depuis lors, la portée de cette campagne s'est élargie et un plan d'action national quinquennal est en cours d'élaboration afin d'orienter la mise en œuvre d'interventions multisectorielles.

Il est à noter un certain nombre de similitudes et de différences entre les initiatives des pays :

Problème	Similitudes	Différences
Mobilisation pour le développement de la stratégie	<ul style="list-style-type: none"> • La mobilisation régionale et internationale a renforcé l'action et le mouvement vers l'élaboration de stratégies nationales détaillées pour traiter du mariage des enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les approches diffèrent selon les pays : dans certains cas, mettre fin au mariage des enfants intervient dans le cadre d'un effort pour atteindre un objectif plus large (Egypte, Ethiopie) ; dans d'autres cas, c'est un objectif en lui-même (Népal, Zambie).
Étape de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Dans tous les cas, il est trop tôt pour décrire l'impact que les stratégies auront sur les vies des filles. Ces documents ont indéniablement mobilisé un soutien et un intérêt public sur la question. Néanmoins, même les stratégies les plus anciennes sont lentes à montrer un impact concret puisqu'elles n'ont que deux ans d'âge et sont à un stade de réalisation très peu avancé. • De ce que nous savons, aucune des stratégies nationales n'a encore été évaluée en termes de coûts avec des rubriques allouées pour la mise en œuvre. • Toutefois, tous les pays ont réservé certains fonds pour les processus de développement de stratégie à des niveaux divers. • La majorité de l'appui financier pour l'élaboration de ces stratégies provient d'un investissement accru des bailleurs de fonds sur la question, et l'appui technique provient des agences de l'ONU, surtout l'UNICEF, les ONG 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays évalués sont à divers niveaux dans leur actions pour mettre fin au mariage des enfants : lancée il y a plus de deux ans (en 2013), la stratégie de l'Éthiopie est la plus ancienne ; celle de l'Égypte a été lancée il y a un an (en 2014), tandis que la stratégie du Népal a été élaborée en 2014 et est actuellement au point mort à cause du tremblement de terre. La nature de l'approche de la Zambie était assez différente, commençant tout d'abord avec une campagne et ensuite évoluant vers l'élaboration d'un plan d'action national. • L'Égypte et l'Éthiopie avaient des plans d'action et des plateformes de suivi qui faisaient partie de la stratégie, tandis que le Népal et la Zambie projetaient de les développer en 2015. • Les contextes politiques et de développement, différents selon les pays, ont des conséquences sur la façon dont les stratégies sont

	internationales et les partenariats d'organisations de la société civile.	appliquées et nécessitent de plus amples réflexions.
Contenu et processus de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les stratégies comprennent des calendriers d'action ambitieux pour traiter du mariage des enfants : en Éthiopie, il s'agit de mettre fin au mariage des enfants d'ici 2025. Au Népal, l'échéance est fixée à 2020. La stratégie de l'Égypte vise à réduire la prévalence du mariage des enfants de 50% d'ici la fin du plan quinquennal en se concentrant sur les zones géographiques ayant les taux les plus élevés ou sur les régions ayant des tendances de mariage des enfants à la hausse. • Les stratégies de l'Égypte, de l'Éthiopie et du Népal montrent toutes la nécessité d'un travail multisectoriel pour aussi bien prévenir le mariage des enfants (exemple : la scolarisation des filles comme mécanisme de protection) que pour répondre aux conséquences du mariage des enfants (exemple : renforcer les systèmes de référencement pour la protection des enfants afin de résoudre les cas de mariage d'enfants ou de violences basées sur le genre, et apporter un soutien et des structures d'appui aux femmes mariées). 	<ul style="list-style-type: none"> • Le processus d'élaboration de stratégies nationales a nécessité divers niveaux de consultation avec différents acteurs dans différents pays. La portée des consultations menées avec les acteurs non-gouvernementaux a varié, dépendant de l'État ou de l'institution conduisant le processus, ainsi que de la réaction de ces derniers face aux contributions des acteurs non-gouvernementaux.

4. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Il est trop tôt pour décrire l'impact à long terme que ces initiatives auront. Toutefois, des premiers enseignements relatifs au développement, aux contenus et à la mise en œuvre de ces initiatives ont d'ores et déjà pu être tirés dans les quatre pays au cours des entretiens et nous prévoyons d'étudier plus de pays dans l'avenir. La section qui suit résume ces perspectives. Tous les pays n'ont pas suivi ces étapes ; dans certains cas elles sont formulées comme recommandations ou enseignements sur la façon dont le travail pourrait être renforcé.

i. **Leadership et appropriation gouvernementaux doivent être le point de départ**

Enseignements principaux

- Le succès d'une stratégie nationale dépend avant tout de la force du leadership, de l'engagement, de l'organisation et de la capacité d'un État. Sans un leadership et une volonté politique affirmés, aucun effort pour lutter contre le mariage des enfants de façon multisectorielle ne pourra être mis en œuvre à grande échelle.

Dans les quatre pays, l'État a conduit et s'est approprié le processus d'élaboration d'une stratégie ou d'une campagne nationale sur le mariage des enfants, et a fait de la question une priorité gouvernementale. Cette appropriation est importante pour signaler l'importance de cette question pour l'État et peut initier une discussion sur la façon dont les initiatives gouvernementales actuelles pourraient être renforcées pour lutter contre le mariage des enfants et soutenir les filles déjà mariées.

Qui assure le leadership?

Zambie : Ministère des Autorités et des Affaires traditionnelles

Népal : Ministère des Femmes, des Enfants et de la Sécurité sociale, dans le cadre de son mandat en sa qualité de membre régional de l'Initiative de l'Asie du Sud pour mettre fin à la violence à l'égard des enfants

Éthiopie : Ministère des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse

Le fait d'avoir l'État comme défenseur de la cause peut également aider à mobiliser un soutien au sein du gouvernement et démontrer son engagement public à travailler sur une question qui est depuis longtemps absente des programmes nationaux de développement. En Zambie, la valeur du leadership assuré par le Ministère des Autorités et des Affaires traditionnelles repose sur le lien direct avec les décideurs (dirigeants traditionnels) au niveau communautaire, ce qui a permis de lier l'engagement étatique à l'engagement au niveau du village ou de la chefferie.

Dans tous les pays, il existait une forme de comité de pilotage interministériel ou de groupe consultatif avec d'autres ministères, contribuant au processus d'élaboration de la stratégie. Dans la pratique, le succès de cette collaboration semble dépendre quelque peu de la personnalité et du leadership des ministres qui font avancer le dossier.

Une question a constamment été évoquée au cours des entretiens : celle du maintien de l'intérêt de l'État pour la question une fois la stratégie ou l'initiative lancée. Les personnes interrogées ont évoqué le rôle important de la société civile dans le maintien de la question dans les programmes gouvernementaux et l'importance des événements internationaux tels que le Sommet de la Fille pour aider à maintenir l'intérêt de l'État sur la question et pour que les dirigeants qui luttent contre le mariage des enfants soient reconnus au niveau international.

ii. Les processus d'élaboration de stratégie inclusifs et participatifs favorisent un impact à long-terme

Enseignements principaux

- Un processus participatif inclusif est nécessaire pour inclure des perspectives importantes et saisir la complexité des interventions nécessaires pour traiter du mariage des enfants.
- Un tel processus contribue également à mettre sur pied un mouvement national pour mettre fin au mariage des enfants, essentiel pour une durabilité à plus long terme.

Elaborer une stratégie nationale globale contre le mariage des enfants que tous les acteurs impliqués puissent s'approprier, malgré des intérêts et des programmes parfois différents, peut être un processus long et complexe. L'autre option, l'emploi d'un cabinet de conseil pour élaborer une stratégie en trois ou quatre mois, pourrait sembler être plus rentable et faire perdre moins de temps. En se basant sur les expériences des quatre pays, il n'est pas clairement ressorti qu'un modèle de processus participatif améliore, à lui seul, la qualité et le contenu d'un document stratégique.

Toutefois, il ressort des entretiens qu'un véritable processus participatif est important pour deux raisons : premièrement, sans contribution de la part de tous les acteurs sur une question aussi complexe que celle du mariage des enfants, surtout ceux qui sont directement touchés, l'on risque de négliger des points de vue essentiels aux interventions. Deuxièmement, un processus participatif inclusif permet de créer un consensus et d'obtenir le soutien du gouvernement, ainsi que d'autres acteurs, en faveur d'un mouvement national travaillant à mettre fin au mariage des enfants. Il permet également d'impliquer des personnes dans le processus de sorte que le progrès de la stratégie soit directement dans leur intérêt, et de communiquer les mêmes messages à tout le monde. Cela permet enfin de mobiliser tous les secteurs et acteurs afin qu'ils incluent le mariage des enfants dans leurs programmations ordinaires et qu'ils lient leur travail à des plateformes et systèmes déjà existants. Les personnes interrogées avaient le sentiment que l'appropriation locale était essentielle. L'implication, l'adhésion et l'acceptation d'interventions au niveau communautaire sont essentiels pour la durabilité.

Deux approches principales ressortent pour assurer un véritable processus participatif:

- (i) **Créer un petit groupe de travail/consultatif** composé de spécialistes clés provenant de diverses organisations et secteurs afin d'apporter une expertise technique au comité de pilotage du gouvernement. Les personnes interrogées ont émis quelques conseils pratiques, y compris :
- s'assurer que le ministère principal préside le groupe,
 - impliquer le gouvernement dans l'identification de techniciens-clés afin de développer le respect et la confiance dans le rôle et l'expertise du groupe. Cela peut faciliter une évaluation préliminaire des éléments pertinents de la stratégie, ce qui aide à améliorer sa qualité ainsi que leurs propres intérêts dans la stratégie,
 - s'assurer que les participants sont engagés, conscients, des auditeurs actifs ayant le temps de pleinement participer dans le groupe,
 - s'assurer que les organisations assument la responsabilité pour une représentation et un échange d'information régulier entre les représentants afin

Responsables des processus en Égypte

En Égypte, pour s'assurer d'une véritable participation des acteurs dans le processus d'élaboration de la stratégie, des sous-comités ont été créés sur la base d'aspects techniques précis de la stratégie tels que (a) les questions juridiques, (b) les questions techniques sectorielles - santé, éducation, développement économique, (c) les difficultés financières (collaboration avec le Ministère des finances et d'autres organismes pour assurer le financement nécessaire à la mise en œuvre) et (d) les difficultés d'ordre social et religieux (travail avec les normes culturelles, les médias, etc.) Des personnes ont été nommées « responsables de processus » et ont pris en charge une partie de l'élaboration de la stratégie. Le fait de faciliter ce processus et d'assurer non seulement la participation mais aussi la prise en compte des contributions des exécutants sur le terrain, a favorisé un véritable sentiment d'appropriation de la stratégie de la part des personnes impliquées. Il était utile par exemple que ces personnes puissent citer des parties précises de la stratégie auxquelles elles avaient contribué.

- d'éviter de perdre un temps précieux à mettre les gens à jour,
- créer un petit secrétariat pour appuyer la coordination administrative (préparation des ordres du jour des réunions, procès-verbaux, envoi des suivis, rappels des délais pour les réponses, etc.)

(ii) Consulter un groupe plus large d'acteurs dès le début du processus d'élaboration de la stratégie.

Dans les entretiens, il ressort que les réunions à grande échelle avec un ensemble d'acteurs a permis de mobiliser et d'informer les acteurs sur le processus d'élaboration de la stratégie. Les personnes interrogées ont toutefois noté que de grandes réunions pouvaient minimiser les opportunités de contribuer de façon productive et qu'il était donc important de prévoir des consultations particulières à différents moments pour de plus petits secteurs, groupes d'intérêt ou organisations pour recevoir leurs contributions. Dans les petites consultations, il est essentiel que le modérateur adapte et planifie la session en fonction d'un public précis (par exemple : une consultation avec un groupe d'adolescents serait modérée différemment d'une consultation avec des autorités gouvernementales), et avec des objectifs de réunions et des résultats attendus bien définis. Il est également important de prendre en compte la façon dont différents groupes fonctionnent afin de communiquer avec eux de manière adaptée.

Les personnes interrogées s'accordaient sur le fait que le changement n'arrive pas du jour au lendemain. Ces personnes ont indiqué que les acteurs et défenseurs de la cause au niveau local (comme par exemple les filles qui refusent de se marier tôt, les garçons qui refusent de payer la dot ou d'épouser une mineure, les pères et mères qui maintiennent leurs filles à l'école malgré les difficultés) sont importants aussi bien comme modèles pour les autres que comme agents de changement au niveau de la communauté, et peuvent en apprendre aux organisations de développement. Au moment où les gouvernements réfléchissent à leur approche de l'intégration, il est important de s'interroger sur la façon d'encourager l'émergence de tels défenseurs pour le changement dans les communautés (lesquels pourraient aider à appliquer la stratégie) et en plus, de trouver les moyens de s'assurer que la voix des jeunes, et surtout celle de ceux affectés, soient incluses dans l'élaboration de stratégies nationales.

Création d'un mouvement en Zambie

En juillet 2014, un Symposium sur le mariage des enfants a été organisé en Zambie, avec la participation d'acteurs de toutes les dix provinces zambiennes, y compris des représentants du gouvernement, d'actuelles et anciennes filles-épouses, des dirigeants traditionnels, des Alangizi (conseillers traditionnels), des guérisseurs traditionnels, des universitaires, des organisations de la société civile, des jeunes, des médias, des agences des Nations Unies et des partenaires au développement. Une telle réunion publique a permis de démontrer l'engagement solide de toutes les institutions gouvernementales (10 ministres du gouvernement se sont engagés à mener des actions). Cela a également été une opportunité pour d'autres acteurs de s'associer et de contribuer à la création d'un réseau national d'ONG contre les mariages d'enfants.

iii. Des réponses intégrées, multisectorielles sont nécessaires pour mettre fin au mariage des enfants

Enseignements principaux

- Mettre fin au mariage des enfants nécessite un engagement multisectoriel ; les stratégies pour mobiliser différents secteurs devraient être adaptées à leurs intérêts et priorités.

Dans les quatre pays étudiés, il y a eu un appel général pour une réponse multisectorielle et intégrée au mariage des enfants, indispensable pour réaliser des progrès à grande échelle. Les entretiens semblent suggérer que plusieurs acteurs non-gouvernementaux intégraient déjà le mariage des enfants dans leur travail ou étaient prêts à le faire, mais qu'il était plus difficile d'intégrer le mariage des enfants dans tous les secteurs d'intervention de l'État. Il y a eu un appel fort pour que les ministères-clés responsables de la question du mariage des enfants incluent, de façon explicite, la lutte contre le mariage des enfants dans leurs propres politiques et initiatives (exemple : protection de l'enfant, application de la loi, protection sociale, éducation, santé et genre, entre autres). Dans beaucoup de cas, ces ministères mettent déjà en œuvre des programmes qui contribuent directement à la prévention du mariage des enfants mais, cet objectif n'étant pas explicite, leur impact n'est pas suivi. Étant donné que les ministères responsables de l'élaboration de la stratégie (qui sont souvent les ministères de la femme, du genre, de l'enfant, des affaires traditionnelles, du bien-être social et autres) sont souvent les moins financés et ayant le moins d'influence et de capacité de mise en œuvre parmi tous les ministères compétents, il est important de mobiliser d'autres ministères afin qu'ils jouent leur rôle dans la lutte contre le mariage des enfants. Bien que plusieurs pays aient créé des groupes de pilotage interministériels, dans la pratique, le fonctionnement de cette collaboration n'est pas clair.

Pour intégrer le mariage des enfants dans les différents secteurs, il est important de « parler la langue » des différents ministères et institutions, surtout lorsque ceux-ci ne sont pas traditionnellement impliqués ou responsables des questions concernant les femmes et les enfants (par exemple, le Ministère des finances). Pour obtenir le résultat ou l'engagement désiré, il est important de savoir comment ils fonctionnent et comment les informations relatives au mariage des enfants doivent être communiquées. Il est également important d'envoyer les bonnes personnes (celles qui sont respectées par les autorités ministérielles, en qui l'on a confiance et qui sont reconnues pour leur expertise sectorielle) auprès des ministères pour les convaincre d'intégrer le mariage des enfants à leur travail, leurs services et leurs systèmes. S'ils sont des experts respectés, leur message sera d'autant plus susceptible d'être pris en compte par les ministères responsables.

Mobiliser le Ministère des finances du Népal

Au Népal, les statistiques et les budgets ont été utilisés pour s'adresser au Ministère des finances dès le début du processus. Une étude intitulée « Coût de l'inaction contre le mariage des enfants » a été présentée, démontrant que l'incapacité à résoudre la question du mariage des enfants au Népal avait coûté au pays 3,87% de son Produit Intérieur Brut. Le Ministère des finances a ensuite joué un rôle actif dans le processus d'élaboration de la stratégie, apportant un soutien stratégique aussi bien au niveau de la planification nationale que de la budgétisation dans les ministères, et en identifiant des ressources pouvant être alloués au mariage des enfants à travers les mécanismes des gouvernements locaux.

iv. La coordination et la communication peuvent aider à harmoniser les mesures pour mettre fin au mariage des enfants et maximiser l'impact

Enseignements principaux

- Une collaboration et une coordination solides ainsi qu'une communication transparente peuvent aider à harmoniser les secteurs et les acteurs.

Les personnes interrogées ont évoqué une leçon importante : le besoin de coordination et d'harmonisation entre différents acteurs provenant de secteurs divers. Beaucoup ont indiqué que malgré des appels répétés pour une collaboration et une coordination accrues entre secteurs, les efforts de lutte contre le mariage des enfants à l'échelle nationale sont restés fragmentés, non-coordonnés et sporadiques. Les acteurs travaillant vers un même objectif – la fin du mariage des enfants – le font souvent de manière isolée, à petite échelle et indépendamment du gouvernement.

Beaucoup ont expliqué que cela était dû au fait qu'il était plus simple de travailler de façon isolée, dans son propre secteur, sa propre organisation et avec ses partenaires traditionnels. Au quotidien et d'un point de vue administratif, cela est plus facile. Développer des plans de travail et des propositions conjointes demande du temps, de l'énergie, de la patience et une quantité considérable de coordination ; travailler de façon démocratique en partenariat signifie que trouver un consensus et prendre des décisions pour aller de l'avant peuvent prendre plus de temps. Toutefois, les personnes interrogées s'accordent généralement sur le fait que l'absence de coordination et de collaboration entre ONG entraîne un dédoublement des efforts, une exclusion des différents acteurs des processus et des consultations, une concurrence pour les opportunités de financement limitées pour le mariage des enfants et une confusion générale dans le secteur responsable du développement dans le pays.

Les journées internationales : des opportunités pour harmoniser les messages et les événements

Dans la pratique il y a souvent plusieurs événements relatifs au mariage des enfants qui sont organisés au cours de journées spéciales telle que la Journée Internationale de la Fille ou la Journée Internationale de la Femme. L'une des personnes interrogées s'est demandé si l'impact d'un seul événement de sensibilisation co-organisé par différents acteurs pour demander plus d'action sur le mariage des enfants n'enverrait pas un message plus fort à l'État, plutôt que trois événements de moindre envergure organisés par trois différentes organisations. Dans ce sens, les journées internationales peuvent offrir des opportunités pour harmoniser les messages et les événements. Pour les organisations de la société civile qui souhaitent avoir une influence sur le contenu des stratégies nationales ou sur les priorités des plans d'action nationaux, la coordination des messages et des événements pour parler d'une seule voix peut être très puissante et maximiser l'impact.

De même, sans coordination avec les initiatives gouvernementales, il n'est pas possible d'atteindre le niveau nécessaire pour lutter efficacement contre le mariage des enfants. En ce sens, les plans d'action nationaux et les cadres de suivi sont considérés comme essentiels pour déterminer les moyens de travail et les efforts de consolidation ainsi que les mécanismes de reddition de compte. Il est essentiel d'avoir une communication claire sur le développement et la mise en œuvre de la stratégie nationale, du plan d'action ainsi que des rôles et responsabilités des différents acteurs, surtout lorsque plusieurs personnes sont directement intéressées par la stratégie et veulent savoir comment elle évolue.

v. Le contenu des stratégies nationales devrait être basé sur des données concrètes

Enseignements principaux

- La recherche et les données concrètes sur la prévalence et le contexte du mariage des enfants, ainsi que les solutions pour y résoudre, devraient informer les stratégies et initiatives nationales.

Tous les pays étudiés ont mené des recherches et des revues de la littérature sur la prévalence, le contexte et les facteurs du mariage des enfants, ainsi que des interventions pour résoudre la question, ce qui a informé leurs stratégies. Les recherches ont permis d'identifier les zones de prévalence élevée (zone géographique/communautés vulnérables), ainsi que les meilleurs moyens de travailler à différents niveaux (politique/services/communauté) pour lutter contre le mariage des enfants. Les personnes interrogées ont souligné la valeur d'une approche participative pour élaborer une stratégie nationale, et l'importance de consulter les organisations communautaires sur les stratégies nécessaires car cela permet de déterminer les stratégies qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas.

En plus d'informer la stratégie nationale, les recherches et les données disponibles doivent servir de base à la hiérarchisation des approches au sein de la stratégie nationale ou du plan d'action national. Il est important que les véritables obstacles et causes principales du mariage des enfants soient pris en compte. Bien qu'il soit tentant par exemple de voir les réformes judiciaires comme une solution miracle, il est également important de reconnaître les normes sociales sous-jacentes qui très souvent sont à l'origine de la pratique et qui doivent être abordées afin de progresser.

Pour finir, les personnes interrogées ont évoqué l'importance de voir au-delà de ce qui peut être considéré comme une image traditionnelle du mariage des enfants : des parents qui forcent leurs jeunes filles à épouser des hommes bien plus âgés. Ces personnes ont indiqué que les stratégies nationales devraient analyser la pratique sous un nouvel angle si celle-ci doit être éliminée.

Mariages initiés par les enfants au Népal et en Zambie

Au Népal, des tendances croissantes (aussi élevées que 50% dans certains districts) ont montré que des filles et des garçons de moins de 18 ans choisissent « l'amour » et le mariage « auto-initié ». En Zambie, les personnes interrogées ont évoqué des tendances croissantes de mariages initiés par des filles et des garçons qui finissent par des divorces et des séparations (et souvent des grossesses non-désirées) un ou deux ans plus tard, et que dans certaines communautés, les parents sont « impressionnés par les autres parents qui réussissent à maintenir leurs filles à l'école ». Les deux initiatives avaient pour but de trouver des solutions qui répondraient à ces contextes en incluant l'autonomisation des filles et des garçons.

5. DIFFICULTÉS

Développer des stratégies multisectorielles pour traiter du mariage des enfants n'est pas sans difficultés. Ci-dessous se trouvent un ensemble de difficultés évoquées fréquemment au cours de nos entretiens.

i. Équilibrer des calendriers limités avec les processus de consultation

La plupart des personnes interrogées se sont posé la question suivante : Comment produire un document stratégique multisectoriel en un court laps de temps tout en impliquant tout le monde ? Comme l'a expliqué un participant, gérer l'élaboration d'une stratégie est semblable à la gestion d'une grande revue par les pairs avec tant d'intérêts et de programmes différents. Cela peut inclure la coordination de près de 10 ministères, ainsi que des ONG, des ONG internationales, des agences de l'ONU, des bailleurs de fonds, des organismes

d'application de la loi, les médias, les dirigeants religieux et traditionnels, les organisations communautaires, les universitaires, les adolescents et les jeunes eux-mêmes.

En plus de cela, encourager la participation au-delà de la capitale et au-delà des organisations typiquement impliquées dans de tels processus présente un défi. Certains groupes ont pu être négligés lors des processus d'élaboration de stratégies et ce malgré leur importance. Par exemple, les adolescentes (y compris celles déjà mariées), les adolescents ou les jeunes garçons, les dirigeants traditionnels et religieux, le secteur privé, et les acteurs aux niveaux provincial et des districts, en particulier dans les zones connues pour avoir un taux élevé de prévalence du mariage des enfants.

Certaines personnes interrogées ont déclaré qu'il était possible d'atteindre un point de saturation après de nombreuses consultations, les mêmes recommandations et commentaires étant exprimés à maintes reprises. Toutefois, ces mêmes personnes ont estimé que c'était un bon signe. Si après de nombreuses consultations dans tous les secteurs (du niveau local au niveau national), les personnes expriment des idées semblables sur le mariage des enfants (par exemple : « maintenir les filles à l'école secondaire permettra d'empêcher leur mariage précoce »), de telles recommandations peuvent ensuite être fusionnées avec les données factuelles pour servir de base à des interventions stratégiques.

ii. De la parole à l'acte : opérationnalisation des stratégies nationales

Les personnes interrogées s'accordent à dire que le moment est venu pour des actes concrets contre le mariage des enfants. Elles ont évoqué les nombreux événements de haut niveau organisés ces dernières années qui ont permis d'accroître la visibilité du mariage des enfants aussi bien au niveau national qu'international, ainsi que les nombreuses discussions sur la nécessité d'y mettre fin. Toutefois, il y a un sentiment croissant d'impatience : au-delà de la sensibilisation et des déclarations politiques, des actions concrètes sont nécessaires et sans plans d'action chiffrés dans les pays, l'opérationnalisation de ces stratégies soulève des inquiétudes.

Les données sur les interventions qui fonctionnent le mieux et comment les répliquer semblent déjà disponibles dans beaucoup de pays. Néanmoins, les difficultés pratiques de coordination, d'allocation des différents rôles et responsabilités, d'allocation budgétaire, de répartition des responsabilités et autres, ont retardé le progrès.

Pour les pays qui commencent un processus d'élaboration de stratégie, il a été suggéré qu'un genre de Plan d'action ou de Plan de mise en œuvre, avec un Cadre de suivi pour mesurer le progrès, soit développé dans le cadre d'une stratégie et non après, de façon à démontrer en quoi consisteront les étapes suivantes. En réalité, la mise en œuvre d'une stratégie multisectorielle intégrée qui traite du mariage des enfants est coûteuse et nécessite beaucoup plus de ressources humaines et financières et de capacité que les gouvernements ne semblent avoir actuellement. L'évaluation financière des plans d'action nationaux est nécessaire afin d'attribuer une valeur économique au coût de la lutte contre le mariage des enfants ; cela est toutefois difficile car les gouvernements manquent souvent d'expertise technique et doivent faire appel à un prestataire extérieur.

iii. Déterminer les priorités

Bien que les pays s'accordent généralement sur le besoin d'une approche intégrée des stratégies nationales contre le mariage des enfants, certaines personnes interrogées ont émis des inquiétudes quant à la mise en œuvre de ce qui semble être une liste de souhaits d'interventions multisectorielles compte-tenu des ressources limitées.

Une suggestion serait que leurs gouvernements optent pour une mise en œuvre progressive des interventions ; cela pourrait se traduire par la priorisation à court terme d'un ou de deux aspects des interventions stratégiques perçues comme les plus efficaces (l'une des personnes interrogées a indiqué qu'il serait possible d'identifier/hierarchiser ces aspects grâce aux données disponibles et au leadership gouvernemental, mais qu'ils serait important de souligner que les interventions ne sont que des priorités à court terme et s'inscrivent dans une approche multisectorielle plus large). D'autres personnes interrogées ont suggéré que la vision à court terme se focalise sur les aspects juridiques du mariage des enfants (exemple : l'harmonisation des incohérences dans les lois, publier et faire respecter l'âge légal du mariage). Une autre approche serait d'appliquer toute la panoplie d'interventions multisectorielle à une plus petite échelle dans les régions du pays ayant un taux élevé de prévalence de mariage des enfants (exemple : dans les communautés ou régions identifiées comme étant « prioritaires »).

En général, les personnes interrogées estiment que, quelle que soit l'approche, celle-ci devrait reposer sur des données démontrant les solutions les plus efficaces et les plus nécessaires pour traiter du mariage des enfants dans le pays. Les personnes interrogées ont également demandé à ce que les États soient plus clairs et précis par rapport aux prochaines étapes de la mise en œuvre de la stratégie et des interventions à l'échelle nationale.

iv. Durabilité du travail sur le mariage des enfants

Le mariage des enfants est, dans une certaine mesure, le « projet de développement du moment » en 2014 et 2015 et plusieurs personnes interrogées ont signalé qu'elles craignaient que, comme beaucoup de sujets « du moment », il ne perde de son importance après quelques années. Pour assurer sa durabilité, elles ont mis l'accent sur l'importance de lier le mariage des enfants à un programme plus large d'autonomisation de la fille et de l'égalité des sexes dans la société. Bien que beaucoup reconnaisse la nécessité d'une approche multisectorielle, à ce jour, les stratégies ne font pas encore un lien explicite entre l'objectif immédiat de réduire/mettre fin au mariage des enfants et l'objectif ultime d'autonomisation des filles et de réalisation de l'égalité des sexes dans la société, et ne stipulent pas comment atteindre ce changement.

v. Ne laisser aucune fille pour compte

Les personnes interrogées ont indiqué que, dans un monde idéal, lorsque la stratégie et le plan d'action sont complets, le gouvernement mettrait ensuite en œuvre un ensemble d'interventions multisectorielles à travers des systèmes et des mécanismes existants (et probablement renforcés) pouvant toucher la majorité des filles dans un pays.

Toutefois, ces personnes ont noté que de telles interventions pourraient rater les filles les plus susceptibles d'être victimes de mariage d'enfants, les filles qui sont déjà mariées et les filles qui sont simplement les plus difficiles à atteindre et les plus vulnérables. Les personnes interrogées ont indiqué que ces filles peuvent être les plus difficiles à atteindre en termes de :

- (a) Situation géographique (exemple : les zones rurales reculées)
- (b) Elles peuvent appartenir à une communauté traditionnellement isolée où le mariage des enfants existe mais où il n'y a aucun antécédent ou aucune connaissance sur la meilleure façon de travailler avec cette communauté ;
- (c) Il peut s'agir de filles déscolarisées ou qui n'ont jamais été à l'école ;
- (d) Il peut s'agir d'enfants travailleurs migrants, de filles victimes de trafic ou d'exploitation ; ou
- (e) Il peut s'agir de filles qui n'existent pas d'un point de vue juridique, parce que leurs naissances et mariages n'ont jamais été enregistrés et elles ne peuvent donc pas accéder aux services publics.

Les personnes interrogées ont mentionné le rôle essentiel de la société civile et des acteurs non-gouvernementaux pour atteindre ces filles car dans beaucoup de cas l'État ne les atteint pas ou ne peut les atteindre. Ces personnes ont souligné que bien que l'échelle et la rentabilité soient importantes dans la planification des programmes, ces filles sont également importantes. Les acteurs de la société civile auront donc toujours un rôle important à jouer pour défendre ces filles et s'assurer qu'aucune ne soit oubliée.

6 SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES

La présente section rassemble et fait une synthèse des recommandations émises au cours de discussions avec des informateurs-clés en Égypte, en Éthiopie, au Népal et en Zambie, ainsi que pendant des discussions en petits groupes au cours de la Réunion mondiale des membres en mai. Les recommandations se rapportent aussi bien au processus d'élaboration de stratégies nationales qu'au contenu desdites stratégies.

Ces recommandations ne doivent pas être considérées comme exhaustives. Au contraire, elles constituent un point de départ et une base pour de plus amples débats. Puisque c'était la première discussion collective entre membres de *Filles, Pas Epouses* sur cette question, nous avons l'intention de peaufiner et de développer ces recommandations en détail au cours des mois à venir. Dans le même temps, elles offrent quelques éléments de réflexions pour les gouvernements, la société civile, les bailleurs de fonds, les agences des Nations Unies, les organisations communautaires et d'autres organisations de développement sur l'élaboration d'une stratégie nationale solide.

- 1. Collaborez avec tous les secteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales.** Coordonnez, collaborez, partagez les ressources et planifiez ensemble entre chaque secteur. Ce n'est qu'à ce moment que toute la complexité de la question du mariage des enfants sera comprise et que des interventions appropriées seront identifiées pour traiter du mariage des enfants de manière globale et approfondie.
- 2. Investissez du temps et des ressources dans les stratégies et leur opérationnalisation.** Investissez du temps (interventions stratégiques pluriannuelles) et des ressources (techniques et financières) pour produire un changement durable, et efforcez-vous à comprendre pourquoi et comment ce changement a eu lieu et comment il pourrait être répliqué à plus grande échelle. Dès le départ, intégrez dans ces stratégies des mécanismes de suivi et de responsabilisation réalistes.

- 3. Incluez tous les acteurs.** Tout le monde a un rôle à jouer dans l'élaboration d'une stratégie nationale approfondie et multisectorielle qu'il est possible de mettre en œuvre. Il faut pour cela réfléchir soigneusement à la meilleure façon d'inclure les différents acteurs :
- Les filles mariées, pour s'assurer que les services disponibles répondent à leurs besoins ;
 - Les jeunes garçons et filles, pour guider les interventions qui les concernent, et pour favoriser le développement de leur leadership ainsi que le développement d'une jeunesse citoyenne et responsable ;
 - Les hommes et les garçons, pour concevoir des messages efficaces pour changer les attitudes vis-à-vis du mariage des enfants et améliorer la perception des filles dans la société ;
 - Les dirigeants religieux et traditionnels, pour renforcer leurs capacités et leur accès à l'information, aux outils et autres ressources nécessaires à la lutte contre le mariage des enfants, compte-tenu de leur rôle important de « gardiens » de la communauté ;
 - Les médias, pour augmenter la visibilité du mariage des enfants et de la stratégie, et pour suivre et rendre compte de sa mise en œuvre ;
 - Les autorités responsables de l'application de la loi, pour sensibiliser, former et éduquer la police et les agents responsables de l'application de la loi sur les lois relatives au mariage des enfants, les droits des filles et sur comment traiter de manière adéquate les cas de mariage d'enfants, de pratiques traditionnelles néfastes, et de violence ;
 - Le secteur privé et le monde des affaires, pour guider les interventions qui apportent un soutien et des incitations économiques aux filles et à leurs familles (exemple : microentreprises, compétences pratiques nécessaires à la vie quotidienne, etc.) afin de contrer les incitations financières qui poussent celles-ci à marier leurs filles.
- 4. Allouez un budget pour parer au mariage des enfants.** Sensibilisez le gouvernement (ou son équivalent dans la structure étatique) et assurez-vous qu'il fasse preuve d'un leadership fort à travers tous les ministères compétents afin que le budget nécessaire soit alloué aux interventions visant à mettre fin au mariage des enfants aux niveaux national et sous-national.
- 5. Travaillez avec le gouvernement pour mettre en œuvre la stratégie :** il est essentiel pour tous les acteurs non-gouvernementaux d'harmoniser leur propre travail sur le mariage des enfants avec le gouvernement si possible. Si l'État n'est pas intéressé, il est nécessaire de sensibiliser les décideurs politiques sur la question. Cela peut prendre plus de temps mais l'adhésion du gouvernement et son leadership sont essentiels pour répliquer les interventions à plus grande échelle.
- 6. Utilisez toujours des données solides.** Non seulement pour informer l'élaboration de la stratégie mais également pour s'assurer que les interventions en cours de développement ont été éprouvées. Cela inclut :
- **Renforcez la collecte de données.** Améliorez et synchronisez la collecte de données et les systèmes de suivi afin de renforcer la base de connaissances sur les filles les plus à risque de mariage infantile et les filles déjà mariées.
 - **Mesurez soigneusement l'impact.** Aidez les acteurs pertinents (gouvernement, ONG, organisations communautaires, organismes de recherche et partenaires opérationnels) à mesurer l'impact des interventions. Pour cela, il est nécessaire de réfléchir et d'allouer des fonds aux études de références (et indicateurs) au début d'une intervention de façon à pouvoir répondre plus tard aux questions sur son impact, toute conséquence inattendue/néfaste, sa durabilité, et sa capacité à être répliquée

dans d'autres contextes ou à plus grande échelle. Cette clarification est importante pour le suivi et l'évaluation des résultats, surtout à court terme lorsque les gouvernements et les bailleurs de fonds attendent des résultats dans un court laps de temps.

- **Documentez les enseignements tirés.** Réfléchissez et documentez les enseignements tirés, y compris ce qui ne fonctionne pas, afin de guider les interventions à venir - cela est particulièrement pertinent pour les interventions dont l'objectif est de changer les normes sociales profondément ancrées. De la même façon, documentez les meilleures pratiques, les normes sociales protectrices et les déviants positifs dont vous pouvez tirer des leçons et que vous pourrez encourager (champions de la cause/modèles positifs auprès des jeunes et communautés, ainsi que des exemples de déviance institutionnelle positive, par exemple : les provinces où le mariage des enfants n'existe pas).

7. Renforcez la capacité au niveau sous-national. Appuyez le développement des capacités des organisations communautaires, des organisations de la société civile et des structures de gouvernance locale travaillant sur les questions relatives au mariage des enfants avec les ressources appropriées (techniques et financières).

8. Assurez la durabilité. Liez la question du mariage des enfants à un programme plus large sur l'autonomisation des filles et l'égalité des sexes (exemple : les Objectifs de Développement Durables) afin d'assurer sa durabilité dans le cadre du programme de développement dans les années à venir.

Au cours de plusieurs discussions, le principe de « refus de nuire » est ressorti comme étant particulièrement important pour tout travail dont l'objectif est de mettre fin au mariage des enfants. Une fois les priorités définies et les ressources allouées au développement et à la mise en œuvre des stratégies nationales, il est particulièrement important que celles-ci utilisent des interventions reposant sur des données concrètes, raisonnables et qui traitent des causes profondes du mariage des enfants, sans faire plus de mal que de bien.

7 CONCLUSION

L'élaboration de stratégies nationales multisectorielles dans des pays aux taux élevés de mariage d'enfants présente une occasion unique pour coordonner les efforts des acteurs impliqués et maximiser l'impact pour les filles. Les prochaines années, qui verront la mise en pratique de cette méthode de collaboration multisectorielle pour mettre fin au mariage des enfants, seront riches d'apprentissage pour la communauté internationale.

À travers ce projet, plusieurs besoins et opportunités ressortent :

- Un meilleur suivi, une meilleure documentation et une meilleure communication sur les stratégies nationales en cours d'élaboration ou déjà existantes dans différents pays.
- La nécessité d'un soutien technique et financier supplémentaires de la part de la communauté internationale pour le développement et la mise en œuvre des stratégies nationales. Ce soutien devrait comprendre des recommandations sur ce en quoi consiste une stratégie nationale efficace pour mettre fin au mariage des enfants.
- Des recherches et des analyses complémentaires sur des questions précises telles que : les

motivations sous-jacentes au développement des stratégies, combien coûtent et comment financer les stratégies nationales, ainsi que des exemples de collaboration multisectorielle en pratique.

- Une meilleure évaluation de ce qui fonctionne à grande échelle pour traiter du mariage des enfants.
- Un partenariat et une collaboration accrues entre les organisations travaillant pour mettre fin au mariage des enfants au niveau national.

Les enseignements tirés et inclus dans le présent rapport sont un point de départ ; d'autres apparaîtront sans doute avec le temps. Il est important de continuer à réfléchir de façon critique sur le progrès de ces stratégies nationales pour que nos efforts collectifs atteignent la plus grande échelle possible et aient un impact concret sur la vie des filles dans le monde.

Le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* espère utiliser certains des enseignements présentés dans ce rapport pour soutenir les membres et les partenariats nationaux de *Filles, Pas Epouses* dans leur plaidoyer pour la mise en œuvre d'initiatives nationales fortes dans leurs pays. Nous espérons également que cela sera un point de départ utile pour l'élaboration de recommandations sur ce en quoi consiste une stratégie nationale efficace pour mettre fin au mariage des enfants.

ANNEXE A : LISTE DES INFORMATEURS PRINCIPAUX

Sur la demande des participants, certains noms ne sont pas indiqués.

	Nom	Poste	Organisation
ÉGYPTE	Gamal El-Khatib - TBC	Responsable de projet	Pathfinder Égypte
	Dr. Lamiaa Mohsen	Professeur en pédiatrie et néonatalogie	Université du Caire
	Fatma Geel	Directeur de la coordination et des accords étrangers	NPC
ÉTHIOPIE	Non-divulgué		National Alliance to End Child Marriage
	Ali Gimba		EGLDAM
	Djanabou Mahonde	Responsable de la protection de l'enfance	UNICEF Éthiopie
	Mieraf Mergia	Conseiller au développement social	DFID Éthiopie
	Wubalem Negash	Secrétariat de l'Alliance Pour Mettre Fin Au Mariage des Enfants	Ministère éthiopien des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse
NÉPAL	<i>Compte-tenu du récent tremblement de terre, il n'a pas été possible d'interroger les informateurs clés au Népal. Néanmoins, nous avons incorporé dans ce rapport des exemples tirés de conversations antérieures avec des parties prenantes, ainsi que des conversations avec des membres népalais lors de la Réunion mondiale des membres.</i>		
ZAMBIE	Mercy Chabu Ngoma	Responsable des programmes de stratégie	Plan International Zambie
	Maud Droogleever Fortuyn	Responsable de la protection de l'enfant	UNICEF Zambie
	Kumar Gupta	Chef de bureau	Haut-Commissariat canadien en Zambie
	Sibeso Mululuma	Représentant adjoint	FNUAP Zambie
	Valerie Roberts	Conseiller au développement social/Conseiller au genre	DFID Zambie
	Precious Zandonda	Responsable des questions du genre et point focal pour la jeunesse/communication	FNUAP Zambie
TOTAL DES PARTICIPANTS:			14

ANNEXE B : RÉSUMÉ DE LA SESSION DE LA RÉUNION MONDIALE DES MEMBRES DE FILLES PAS EPOUSES

Aperçu des débats

Au cours de la Réunion mondiale des membres en mai 2015, 50 participants provenant de 15 pays se sont réunis afin de discuter des stratégies et des initiatives nationales émergentes dans la lutte contre le mariage des enfants² et de réfléchir sur la qualité de ces programmes. Des représentants d'organisations de la société civile/de partenariats nationaux en Égypte, au Mozambique, au Népal et en Zambie ont participé à un débat pour réfléchir aux développements dans leurs pays. Les résultats préliminaires des études commandées par *Filles, Pas Epouses* sur le développement de stratégies nationales ont également été partagés. Les participants ont émis des recommandations collectives sur le processus, le contenu et la mise en œuvre de stratégies nationales. Les résultats seront inclus par le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* dans le rapport des enseignements tirés et seront diffusés. Les participants ont accepté de continuer à réfléchir sur les leçons apprises de leurs pays et à partager ces dernières. Un nombre de sujets pouvant faire l'objet de discussions complémentaires a été évoqué, y compris : le minimum nécessaire à inclure dans les stratégies nationales et les indicateurs-clés de réussite. Les thèmes-clés des débats ont été résumés ci-dessous.

Panélistes

- Mercy L. Chabu, Plan International, Zambie
- Anand Tamang, CRHEPA, *Filles, Pas Epouses* Népal
- Gamal El Khatib, Pathfinder, Égypte
- Albino Francisco, ROSC, *Filles, Pas Epouses* Mozambique
- Ellen Travers, Secrétariat de *Filles, Pas Epouses*

Créer une dynamique et une appropriation au niveau national

Tous les participants ont souligné l'importance d'une forte impulsion de l'État, démontrant sa volonté de s'approprier la question du mariage des enfants et d'en faire une priorité. Au Népal et en Égypte, l'État a conduit le processus et son rôle a été important pour faire progresser la stratégie. En Zambie, la stratégie nationale était pilotée par le Ministère des Autorités et des Affaires traditionnelles, lequel est bien placé pour assurer la direction des affaires dans un pays où le mariage des enfants est une norme sociale profondément ancrée et où le dialogue avec les dirigeants traditionnels est essentiel pour mettre fin à la pratique. Là où le processus a été financé et développé par les partenaires de développement et la société civile, des inquiétudes ont été exprimées par rapport au niveau d'engagement démontré par le gouvernement et à la quantité de ressources internes allouées pour permettre une mise en œuvre durable.

Rôle de la société civile

Dans chaque exemple partagé, le rôle de la société civile a été partie intégrante de l'élaboration de la stratégie nationale. Au Népal, bien que le processus appartienne à l'État et soit financé par l'UNICEF, la société civile a joué un rôle central. Les organisations de la société civile par exemple ont mené des recherches importantes avec les communautés locales afin de fournir des informations sur les facteurs du mariage des enfants, ce qui a permis de façonner la stratégie et d'illustrer l'inefficacité des lois du Népal interdisant le mariage des enfants. En Zambie, la société civile a largement contribué à donner l'impulsion

² Des informations détaillées sur la stratégie nationale de chaque pays sont disponibles sur le [centre de ressources](#) de *Filles, Pas Epouses*.

nécessaire à l'élaboration de la stratégie nationale et a permis de rendre le processus consultatif avec la mise en place d'un comité technique contribuant au contenu de la stratégie. La coalition nationale d'ONG en Zambie soutient également l'élaboration de la stratégie et assure une bonne coordination avec la société civile. De même, en Égypte, bien que le gouvernement et le Conseil National de la Population dirigent le processus, un ensemble d'organisations de la société civile a contribué à la stratégie, créant ainsi un sentiment d'appropriation et de responsabilités partagées entre les acteurs.

Stratégies adaptées au contexte

L'élaboration de stratégies adaptées au contexte local était particulièrement nécessaire et pertinente en Égypte et au Népal. En Égypte, la stratégie et le plan d'action ont été élaborés dans un souci de flexibilité, donnant ainsi aux communautés et aux districts l'opportunité de mener des activités basées sur les besoins locaux. Au Népal, les recherches menées par les organisations de la société civile ont joué un rôle important dans l'élaboration de la stratégie nationale et pour comprendre les facteurs locaux à l'origine du mariage des enfants. Cela a eu également le mérite de fournir une base sur laquelle les débats de la communauté pourraient être initiés. Le Népal et le Mozambique se sont tous deux inspirés de la Théorie du Changement de *Filles, Pas Epouses* pour adapter et élaborer des stratégies adaptées à leurs pays.

Mise en œuvre

Dans les quatre présentations, les complexités de la transition entre l'élaboration d'une stratégie nationale et sa mise en œuvre ont été évoquées. Six mois après la finalisation de la stratégie en Égypte, les partenaires continuent de travailler pour s'assurer qu'elle soit intégrée dans les stratégies actuelles de l'État et que les futurs budgets allouent un financement pour assurer une mise en œuvre effective et durable. Au Népal, le lancement a été retardé à cause du séisme qui a limité la capacité du gouvernement et de la société civile à mettre en œuvre la stratégie au profit de l'aide d'urgence immédiate. Bien que les stratégies en Zambie et au Mozambique aient fait de la question du mariage des enfants une priorité pour le gouvernement, il faudra passer de la parole aux actes et trouver une solution aux difficultés financières et liées aux ressources pour assurer leur mise en œuvre durable. D'autres difficultés évoquées comprennent : assurer un équilibre entre délais ambitieux et réalistes, déterminer les priorités et mettre en œuvre des interventions multisectorielles.

Recommandations des travaux de groupe

Après les présentations, les participants se sont séparés en petits groupes et ont émis des recommandations sur le processus, sur le contenu et sur la mise en œuvre de stratégies nationales. Certaines des idées évoquées comprennent :

(A) Recommandations relatives aux processus de stratégies nationales :

- Inclusion des acteurs-clés
- Les organisations internationales telles que le FNUAP et l'UNICEF sont nécessaires pour l'appui technique
- Les acteurs nationaux sont nécessaires pour l'appropriation
- Les organisations de la société civile doivent profiter des opportunités - les coalitions peuvent être utiles dans ce cadre
- La transparence, y compris la clarté sur ce qu'est le processus
- Reddition de compte
- Rôles clairement définis - qui inclure et quel rôle jouent-ils ?

(B) Recommandations relatives au contenu des stratégies nationales :

- Intégrer les aspects de prévention du mariage des enfants dans les stratégies (information, communication, plaidoyer, traduction de textes dans les langues nationales, mise en place de mécanismes de suivi et d'alerte, éducation des filles et des garçons)
- Soutien global (psychosocial, économique, sanitaire, juridique, judiciaire) pour les victimes et les survivants
- Renforcement des mécanismes nationaux (budget de l'État, renforcement de la capacité, harmonisation des lois, coordination et partenariat, résolution des incohérences entre les lois)

(C) Recommandations relatives à la mise en œuvre des stratégies nationales :

- Rendre le processus participatif et inclure les responsables de la mise en œuvre dans le processus (y compris les dirigeants traditionnels)
- Élaborer un plan d'action et allouer les ressources nécessaires pour le mettre en œuvre
- Coordination intergouvernementale
- Une partie du temps de ceux impliqués dans le processus devrait être dédié à cela
- Approches basées sur le genre et sur les droits de l'Homme/point de vue égalité des sexes
- Médias et formations
- Utiliser les programmes gouvernementaux et les programmes de comités actuels
- Susciter la mobilisation de la communauté autour du problème
- Amélioration du cadre juridique

Fiche d'information : Egypte

La Stratégie Nationale de l'Égypte pour Prévenir le Mariage des Enfants est née suite à la proposition des forces conservatrices de diminuer l'âge du mariage des filles à 9 ans. La stratégie, qui met l'accent sur le mariage précoce dans le cadre du programme national sur la population et le développement, vise à réduire la prévalence du mariage précoce de 50% dans un délai de cinq ans. Elle se trouve actuellement dans la première phase de mise en œuvre.

Taux de prévalence du mariage des enfants et contexte national

- Bien que le mariage des enfants a diminué en Égypte (de 27% en 1995 à 17% en 2008), il reste un phénomène social répandu avec plus de 17% des filles qui sont mariées avant l'âge de 18 ans.⁴
- Le mariage des enfants affecte principalement les filles vivant dans les zones rurales les plus pauvres. Il est à la hausse dans certaines régions, et notamment en Haute-Égypte.
- L'âge légal du mariage en Égypte a été élevé à 18 ans suite à l'amendement de la loi égyptienne sur l'enfance en 2008, loi qui interdisait l'enregistrement des mariages des enfants sans toutefois le criminaliser.
- Après la révolution égyptienne de 2011, des propositions pour un projet de loi qui permettait de réduire l'âge minimum du mariage des filles à 9 ans ont émergé parmi les forces conservatrices du nouveau gouvernement. Cela a donné lieu à des réactions négatives notamment de la part du Conseil National des Femmes, et les propositions ne sont pas allées plus loin.

Contexte de l'élaboration de la stratégie

- Une stratégie nationale visant à prévenir le mariage des enfants a été développée en Égypte entre novembre 2013 et juin 2014. Liée à la stratégie nationale sur la population et le développement ainsi qu'à la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD en Égypte, elle reconnaît la nécessité de mettre l'accent sur le mariage des enfants en tant que problème de santé et démographique.
- La stratégie est née, pour partie, en réponse aux forces conservatrices qui tentaient de diminuer l'âge légal du mariage des filles.
- Le Conseil National de la Population a, sous la direction du Dr. Hala Youssef, ancien secrétaire général du Conseil National Égyptien de la Population et aujourd'hui ministre de la Population, dirigé le processus et facilité la participation d'un éventail de parties prenantes.
- Pathfinder International, avec le soutien de la Fondation Ford, a fourni une assistance technique sur l'élaboration de la stratégie.

Processus d'élaboration de la stratégie

Le processus d'élaboration de la stratégie de l'Égypte a impliqué les éléments suivants:

1. **Une revue de la littérature** sur la situation du mariage des enfants et les stratégies de prévention ainsi que la validation des résultats par des experts des différents secteurs.
2. **La mise en place d'un groupe de travail** contribuant à l'élaboration de la stratégie. Le groupe de travail était composé de plus de 126 personnes et 64 institutions de tous les secteurs, en particulier des représentants du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, des organisations internationales, des agences des Nations Unies et des dirigeants religieux.
Ce grand groupe a été divisé en **quatre groupes techniques** portant sur (i) les défis juridiques, (ii) les défis techniques (sous-divisé en zones thématiques sur la santé, l'éducation et le développement

³ Dernière mise à jour mai 2015

⁴ Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées ou sont en concubinage avant l'âge de 18 ans. DHS (Enquête Démographique et de Santé) 2008

économique), (iii) les défis financiers, et (iv) les défis sociaux et culturels (y compris les défis religieux). Les groupes de travail ont aidé à établir un consensus sur les changements nécessaires.

3. **Des discussions thématiques de groupes ont eu lieu dans les six régions ayant les taux de mariage d'enfants les plus élevés** afin d'explorer les différentes interventions stratégiques.

Des réunions ont également eu lieu avec le public et les dirigeants religieux pour obtenir leur soutien sur le processus de développement de la stratégie.

4. Finalement, la stratégie **a été lancée lors d'une conférence inaugurale en juin 2014**. Le ministre de la Santé a demandé la création d'un Comité National de Coordination afin de superviser la mise en œuvre de la stratégie.

Présentation de la stratégie

- La stratégie de l'Égypte vise à **réduire le mariage précoce de 50% d'ici à la fin du plan de cinq ans**. Elle se centrera sur les zones ayant les taux de prévalence les plus élevés et celles où le mariage précoce est à la hausse.
- La stratégie a adopté **une approche basée sur les droits** dont l'objectif était de s'assurer que les droits des enfants soient respectés par les religions en plus de par la Constitution, ainsi qu'une **approche fondée sur le partenariat** réunissant le gouvernement, la société civile et le secteur privé afin de travailler ensemble.
- La stratégie comporte **cinq directions opérationnelles**:
 1. L'autonomisation des filles (y compris l'autonomisation économique);
 2. Le soutien des filles déjà mariées afin de minimiser les impacts négatifs sur elles-mêmes, leurs enfants et leur famille;
 3. Une législation complète et mise à jour pour assurer que les lois de protection existantes soient favorables aux filles et aux femmes;
 4. L'autonomisation, l'éducation et la préparation des jeunes filles afin qu'elles puissent résister aux pressions familiales et sociétales; et
 5. Le travail avec les familles et les communautés pour s'assurer qu'elles comprennent les conséquences néfastes du mariage des enfants.
- L'exécution de la stratégie nationale dépendra de l'application d'un processus de planification basé sur les résultats, pour lequel des indicateurs de résultats, de réalisations et de réussites soutiendront sa mise en œuvre en termes concrets.

Prochaines étapes

- La mise en œuvre de la stratégie est prévue en plusieurs phases accompagnées d'un cadre de suivi et d'apprentissage important.
- Cette année, le ministère de la Population entame la première phase de la stratégie. Ses efforts se centrent sur la recherche de la meilleure façon de se coordonner et de travailler en partenariat, ainsi que sur l'établissement des mécanismes de financement nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie, et le renforcement des capacités des ressources humaines.
- Le principal défi dans cette phase préparatoire est la coordination de la mise en œuvre des différents modèles d'intervention (adaptés aux différents besoins des zones d'intervention) à travers les provinces.

Fiche d'information : Ethiopie

La démarche de l'Éthiopie pour mettre fin au mariage des enfants, étroitement liée à son travail d'éradication de l'excision, repose sur une stratégie nationale et un plan d'action sur les pratiques traditionnelles néfastes à l'égard des femmes et des enfants, lancés en 2013. Le gouvernement s'est engagé à prendre d'autres mesures à l'occasion du Sommet de la Fille en 2014, et prévoit d'organiser un nouveau Sommet en la matière en Éthiopie en 2015, avec en ligne de mire l'application de sa stratégie.

Prévalence du mariage des enfants et contexte national

- 41% des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant l'âge de 18 ans, et 16 % avant 15 ans.
- La prévalence du mariage des enfants varie considérablement d'une région à l'autre. C'est dans la région d'Amhara qu'elle est la plus élevée (44,8 %), suivie de celles de Tigray (34,1 %), Benishangul Gumuz (31,9 %) et Addis-Abeba (32,3 %).⁵
- Cette pratique est une tradition profondément enracinée dans bon nombre de communautés éthiopiennes et est perpétuée par la pauvreté, le faible niveau d'études, le manque d'opportunités économiques et les coutumes sociales qui grèvent les droits des femmes et des filles.
- L'âge légal du mariage en Éthiopie est de 18 ans pour les filles comme pour les garçons.
- L'approche nationale de l'Éthiopie vis-à-vis du mariage des enfants est fortement liée à son travail d'éradication des pratiques traditionnelles néfastes dont sont victimes les femmes et les filles. Parmi celles-ci, l'excision, tout particulièrement courante dans la région d'Arfar (60 %), ainsi que le mariage par enlèvement (pratique culturelle utilisée par les hommes pour contraindre une jeune fille au mariage), notamment dans les Régions sudistes de Nations, Nationalités et Peuples (17,5 %).⁶

Développement de la stratégie nationale sur les pratiques traditionnelles néfastes

- La stratégie nationale et le plan d'action sur les pratiques traditionnelles néfastes (PTN) à l'égard des femmes et des filles en Éthiopie dérivent du cadre stratégique national en cours : le plan de croissance et de transformation (PCT), programme sur cinq ans qui vise à améliorer la croissance économique du pays entre 2010 et 2015. Celui-ci définit des objectifs précis sur la diminution du mariage des enfants, des enlèvements et de l'excision, qui s'inscrivent au sein d'objectifs plus vastes relatifs au genre et à l'égalité.⁷
- Initiés en 2011, la stratégie nationale et le plan d'action sur deux ans ont été lancés officiellement en juin 2013 sous l'égide de la ministre des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse, Zenebu Tadesse W-Tsadik. La stratégie a été développée par un groupe de travail transversal convoqué par le ministère des Femmes.
- La coordination et la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action ont été confiées à la Plateforme nationale d'application et de suivi.
- Le lancement de l'Alliance nationale pour la fin du mariage des enfants (désormais appelée Alliance nationale pour la fin du mariage des enfants et de l'excision) coïncidait avec celui de la stratégie nationale, et a permis d'orienter le développement de la stratégie sur les PTN.
- Lors du Sommet de la Fille à Londres en juillet 2014, le gouvernement s'est engagé à aller plus loin dans ses actions d'éradication du mariage des enfants et de l'excision à l'horizon 2025, notamment en :
 1. intégrant des indicateurs pertinents au plan national et aux mécanismes nationaux de recueil des données, comme le recensement 2015, afin d'évaluer la situation de l'excision et du mariage des enfants, précoce et forcé (MEPF) pour définir un point de référence précis ;
 2. améliorant la coordination et l'efficacité de l'Alliance nationale pour mettre fin au mariage des

⁵ Chiffres sur les pratiques traditionnelles néfastes de la stratégie nationale et du plan d'action sur les pratiques traditionnelles néfastes à l'égard des femmes et des enfants en Éthiopie, 2013, p. 5.

⁶ Chiffres sur les pratiques traditionnelles néfastes de la stratégie nationale et du plan d'action sur les pratiques traditionnelles néfastes à l'égard des femmes et des enfants en Éthiopie, 2013, p. 5.

⁷ Partie du Pilier 7 du PCT.

- enfants et du Réseau national pour mettre fin à l'excision⁸ à l'aide de différents experts ;
3. assurant des mécanismes solides de responsabilisation afin de faire respecter la loi ; et en
 4. augmentant de 10 % l'enveloppe budgétaire consacrée à l'élimination de l'excision et du MEPF par rapport au budget existant.

Vue d'ensemble de la stratégie

- La stratégie nationale de l'Éthiopie sur les PTN compte huit objectifs :
 1. mobiliser la société grâce à une stratégie complète de communication à l'échelle nationale ;
 2. harmoniser le cadre politique et juridique et l'application de la loi ;
 3. améliorer la capacité de services ;
 4. institutionnaliser la planification, la supervision, le suivi et l'évaluation, les retours d'expérience ainsi que les mécanismes de compilation et d'amélioration des bonnes pratiques, le tout d'après des données probantes ;
 5. mettre en œuvre des partenariats avec toutes les parties concernées ;
 6. mobiliser les ressources nationales avec des mécanismes de responsabilisation ;
 7. améliorer la participation de tous les détenteurs des droits ; et
 8. créer une base de données nationale et régionale afin d'influencer systématiquement les interventions grâce aux données sur les tendances et la prévalence du mariage des enfants.
- La stratégie possède un plan d'action sur deux ans qui guidera son application.

Prochaines étapes

- Le gouvernement prévoit d'organiser en 2015 un Sommet de la Fille, sous l'égide du vice-Premier ministre. Y seront abordées la question de la mise en œuvre des principaux domaines de la stratégie nationale et des engagements pris lors du Sommet de la Fille en 2014 à Londres, ainsi que la meilleure façon de réunir tous les secteurs pour offrir une solution transversale au mariage des enfants.
- Lors du Sommet de la Fille, on attend plus de transparence de la part du ministère des Finances et du Développement Economique sur les ressources financières existantes et sur la façon dont les 10 % d'augmentation seront alloués aux différents secteurs.

⁸ L'Alliance nationale et le Réseau national sont en passe de ne former qu'une même entité.

Fiche d'information : Népal

Au cours des douze derniers mois, le gouvernement népalais a élaboré une stratégie multisectorielle nationale pour mettre fin au mariage des enfants, avec le soutien de l'UNICEF et de *Filles, Pas Epouses* Népal. Cette stratégie est en passe d'être finalisée et approuvée.⁹

Taux de prévalence du mariage des enfants et contexte national

- 41 % des femmes népalaises de 20 à 24 ans ont été mariées avant l'âge de 18 ans ; 29 % des filles de 15 à 19 ans sont déjà mariées.¹⁰
- Environ 10 % des femmes de 20 à 24 ans ont été mariées avant même d'avoir atteint l'âge de 15 ans.¹¹
- Le mariage des enfants est particulièrement répandu dans toute la région du Terai, à la frontière avec l'Inde, mais aussi dans les régions de l'Extrême-Ouest et du Moyen-Ouest.
- L'âge légal du mariage est de 18 ans avec autorisation parentale et de 20 ans sans celle-ci, pour les filles comme pour les garçons. L'existence même de l'âge légal du mariage est peu connue et le mariage des enfants, pourtant illégal, est rarement considéré comme un délit à sanctionner. Cette pratique est d'autant plus acceptée qu'elle est perpétuée par des normes et valeurs sociales profondément enracinées.
- Dans certaines régions et communautés, le système de la dot, le trafic humain et d'autres normes et pratiques sociales néfastes sont intrinsèquement liées au mariage des enfants.

Contexte de l'élaboration de la stratégie

- Le ministère des Femmes, des Enfants et de la Sécurité sociale a initié le processus pour répondre au mariage des enfants au début de 2014 en raison de la prévalence élevée dans le pays et de l'essor d'un mouvement mondial en faveur de la fin de cette pratique.
- Sa démarche s'inscrit dans l'Initiative de l'Asie du Sud pour mettre fin à la violence à l'égard des enfants (SAIEVAC), qui a fait du mariage des enfants l'une de ses cinq thématiques de travail. Début 2014, la SAIEVAC a créé un plan d'action régional pour mettre fin au mariage des enfants en Asie du Sud (2015-2018) qui a poussé le ministère (l'organisme d'exécution de la section népalaise de la SAIEVAC) à s'inspirer du travail accompli au niveau régional pour les actions menées au Népal.
- Le développement de la stratégie a été considérablement soutenu, sur un plan tant technique que financier, par l'UNICEF, et facilité par le partenariat népalais de *Filles, Pas Epouses*.

Processus d'élaboration de la stratégie

De mars 2014 à janvier 2015, le gouvernement a été le fer de lance du développement d'une stratégie multisectorielle nationale pour mettre fin au mariage des enfants, mobilisant les parties concernées et coordonnant des interventions transversales à tous les niveaux. Ce processus a suivi les étapes suivantes :

- en avril 2014, lancement du processus par le ministère avec le soutien de l'UNICEF, de l'UNFPA et du partenariat népalais de *Filles, Pas Epouses* à Katmandou. Cette réunion a rassemblé des parties prenantes de tous les domaines concernés : représentants du gouvernement (notamment de dix ministères de tutelle au niveau national et local), adolescents, membres de la société civile, universitaires, dirigeants religieux, agences des Nations Unies, médias et partenaires de développement, autant d'acteurs unis par la volonté d'identifier les domaines d'intervention prioritaires de la stratégie au sein d'un processus transversal participatif.
- Création d'un comité de pilotage interministériel à des fins de supervision du développement de la stratégie, et d'un groupe de travail technique à des fins d'expertise.

⁹ Après les récents tremblements de terre qui ont dévasté le Népal, le gouvernement a fait de la reconstruction du pays sa priorité, repoussant la finalisation de cette stratégie à une date incertaine.

¹⁰ Recensement national, 2011

¹¹ UNICEF, 2015

- Recherche formative sur les facteurs propices au mariage des enfants dans six districts où cette pratique est fortement prévalente.
- Consultations à l'échelon national et local pour identifier les stratégies les plus à même de mettre fin au mariage des enfants. Ces consultations ont également mis l'accent sur les interventions ayant fait leurs preuves, et sur le renforcement de structures et mécanismes existants, à l'instar des comités de développement de villages sans mariage des enfants (exemples concluants de mécanismes institutionnels faisant barrage à cette pratique).

Tout au long du processus, le gouvernement a rappelé la nature complexe du mariage des enfants, ainsi que la nécessité de dépasser la simple dimension juridique pour s'attaquer aux normes et traditions sociales profondément enracinées qui perpétuent cette pratique. Les interventions prévues dans le cadre de la stratégie ont été élargies afin d'impliquer et envisager le rôle de parties prenantes parfois négligées, comme les filles-épouses et les garçons.

Présentation de la stratégie

- La stratégie népalaise adopte une approche complète qui repose sur un engagement multisectoriel et identifie les moteurs complexes du mariage des enfants, souvent propres à un contexte donné.
- Son objectif final est d'autonomiser les filles et de valoriser leur rôle au sein de la société népalaise, afin de progresser vers l'égalité des genres. Elle s'appuie également sur l'engagement qu'a pris le Népal lors du Sommet de la Fille à Londres en juillet 2014 : tout mettre en œuvre pour mettre fin au mariage des enfants à l'horizon 2020.
- Une Théorie du Changement pour la fin du mariage des enfants, rédigée dans le cadre de la stratégie nationale, définit six piliers stratégiques :
 - (a) Autonomiser les filles (y compris sur un plan économique) ;
 - (b) Donner une éducation de qualité aux filles ;
 - (c) Impliquer les hommes et les garçons ;
 - (d) Mobiliser les familles et les communautés ;
 - (e) Renforcer et fournir des services ; et
 - (f) Promulguer des lois et des politiques.

Prochaines étapes

- La stratégie est en passe d'être finalisée et approuvée par le gouvernement. Elle sera suivie d'un plan d'action national chiffré pour appliquer ses orientations stratégiques. Un cadre rigoureux de surveillance et d'évaluation sera également mis en œuvre pour suivre les progrès effectués.
- L'efficacité de la mise en œuvre dépendra du renforcement des données sur les interventions évolutives sur le mariage des enfants, de l'affectation transversale de ressources et de l'engagement en faveur de la consolidation des structures, des systèmes et des services de gouvernance, ceci afin d'atteindre les filles les plus vulnérables au niveau local.

Fiche d'information : Zambie

En 2013, le gouvernement de Zambie a lancé une Campagne nationale pour mettre fin au mariage des enfants. Menée par le ministère des Autorités et des Affaires traditionnelles, la Campagne met l'accent sur la participation des dirigeants traditionnels et la réforme législative. Cette année 2015 la Zambie élabore un plan d'action national de 5 ans qui viendra compléter la Campagne pour mettre fin au mariage des enfants.

Taux de prévalence du mariage des enfants et contexte national

- La Zambie a l'un des taux de mariage des enfants les plus élevés au monde : 42% des femmes de 20 à 24 ans ont été mariées ou en union avant l'âge de 18 ans, et 9% avant l'âge de 15 ans.¹²
- Le taux de prévalence du mariage des enfants varie considérablement d'une région à l'autre, avec une plus forte prévalence dans les zones rurales, en particulier dans la province de l'Est (60%).
- Les taux réels sont vraisemblablement plus élevés que les chiffres officiels étant donné que l'enregistrement des naissances se situe actuellement à 14%¹³, ce qui rend difficile la détermination de l'âge exact de millions de filles au moment du mariage.
- L'âge minimum pour le mariage est de 21 ans pour les filles et les garçons selon le Droit en vigueur. Cependant, il existe des incohérences dans le système juridique, à la fois entre les différents textes de loi et entre le Droit écrit et le Droit coutumier non écrit qui permet aux filles de se marier dès la puberté.
- La Constitution et la Loi sur le mariage sont en cours de révision afin de réduire les disparités entre les deux systèmes qui coexistent dans le système juridique dual de la Zambie.

Contexte de l'élaboration de la Campagne

- Des statistiques qui montrent des taux élevés de mariages d'enfants, de grossesses précoces, de prévalence du VIH et de décrochage scolaire des filles adolescentes en raison de la grossesse ou du mariage des enfants ont poussé le gouvernement de la Zambie à prendre des mesures pour répondre au mariage des enfants à grande échelle.¹⁴
- L'influente Professeure Nkanda Luo, alors ministre des Autorités et des Affaires traditionnelles (MoCTA pour ses sigles en anglais), est considérée comme l'une des grandes voix qui ont compté dans ce travail sur le mariage des enfants en Zambie au moment où la question a commencé à gagner de l'intérêt et à être inscrite sur l'agenda des instances internationales.
- La Campagne a été menée par le MoCTA sous la direction de la ministre, la Professeure Nkanda Luo, qui a, depuis lors, été affectée au ministère du Genre. Le MoCTA en a pris l'initiative en raison de sa capacité à mobiliser les dirigeants traditionnels dans toutes les provinces ainsi que du rôle influent et puissant reconnu aux dirigeants traditionnels en Zambie en tant que garants de l'autorité morale dans leur communauté et capables d'influencer les pratiques au sein de leur chefferie.
- La Campagne implique également 10 autres ministères clés et a été soutenue par des bailleurs de fonds internationaux, notamment le DFID, la Fondation Ford, la Graça Machel Trust, l'UNICEF, le FNUAP et l'USAID.

Processus d'élaboration de la Campagne

La Campagne de la Zambie a suivi les principales étapes suivantes:

1. Le lancement de la Campagne nationale sur 3 ans en avril 2013 par la Première Dame de la Zambie Dr. Christine Kaseba Sata avec le slogan « *La fin du mariage des enfants: Pour que les filles demeurent des filles ... Pas des épouses* ».
2. Un colloque sur le mariage des enfants en juillet 2014, réunissant les parties prenantes de l'ensemble des 10 provinces de la Zambie, y compris des représentants du gouvernement, d'actuelles et anciennes

¹² UNICEF, 2015

¹³ UNICEF, 2015

¹⁴ Grossesses précoces: 28%, ZDHS (Enquête Démographique et de Santé de la Zambie) 2007, des taux de décrochage scolaire des filles adolescentes en raison de la grossesse ou du mariage des enfants: 46%, ZDHS 2007

filles-épouses, des dirigeants traditionnels, des Alangizi (conseillers traditionnels), des guérisseurs traditionnels, des universitaires, des organisations de la société civile, des jeunes, des médias, des agences des Nations Unies et des partenaires du développement. Les résultats ont été les suivants:

- Un document signé par 10 ministres et par lequel ils s'engagent à mettre fin au mariage des enfants.
 - La création d'un réseau national d'ONG contre le mariage des enfants, qui est aujourd'hui un partenaire important de la société civile pour la campagne gouvernementale.¹⁵
3. Le leadership de la Zambie sur la scène internationale: la Zambie et le Canada ont été les premiers à mener un plaidoyer actif pour l'adoption de la première résolution de l'ONU sur les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés en septembre 2013, et de nouveau en novembre 2014. A cela s'ajoute l'engagement réaffirmé de la Zambie pour répondre à la question du mariage des enfants de manière multisectorielle au Sommet de la Fille qui s'est tenu à Londres en juillet 2014.
 4. La révision de la Constitution (qui reste à finaliser par l'Assemblée Nationale) et de la loi existante sur le mariage.

Présentation de la Campagne

- La Campagne zambienne se concentre sur la réforme législative et l'engagement des dirigeants traditionnels. Les principaux objectifs de la campagne de la Zambie étaient de:
 - a. Autonomiser les dirigeants traditionnels pour en faire des champions et des agents de changement dans leur communauté et;
 - b. Modifier les lois et les politiques pertinentes afin d'assurer aux filles une protection légale contre le mariage des enfants.
- Cette année 2015, une Théorie du Changement à caractère multisectorielle est en cours d'élaboration pour être intégrée au plan d'action national.

Prochaines étapes

- L'engagement politique du gouvernement à la Campagne est fort, avec le soutien d'acteurs clés, notamment la Première Dame de la Zambie, la Professeure Nkanda Luo et l'actuelle Vice-présidente. Cependant, la Campagne triennale arrive bientôt à terme.
- L'approche adoptée par la Zambie sera bientôt inscrite dans un plan d'action national de 5 ans pour mettre fin au mariage des enfants qui doit être finalisé mi-juin 2015.
- Un Comité Technique multisectoriel travaille actuellement sur l'identification des interventions prioritaires à discuter lors d'un prochain atelier avec les parties prenantes.

¹⁵ Présidé par Women and Law in South Africa (WLSA) ; secrétariat assuré par Plan International Zambie.